

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/MA/W/26
17 février 2003

(03-0983)

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

Original: anglais

GROUPE DE NÉGOCIATION SUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES

Communication de la Thaïlande

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 février 2003.

I. INTRODUCTION

1. Depuis les négociations commerciales du Cycle d'Uruguay, de nombreuses études ont montré un fait crucial, à savoir qu'il existe encore de grandes disparités tarifaires entre les Membres. Les droits de douane élevés, les crêtes tarifaires et la progressivité des droits sont encore très courants dans les tarifs douaniers de tous les Membres, quel que soit leur niveau de développement. En outre, différents types d'obstacles non tarifaires ont été créés et imposés, ce qui a pour effet d'entraver les échanges commerciaux entre les Membres.

2. La Déclaration ministérielle de Doha a donné une première orientation pour les négociations et a confié aux Membres de l'OMC le mandat de mener des négociations sur les droits de douane pour les produits non agricoles en vue de les réduire ou, selon qu'il sera approprié, de les éliminer, y compris de réduire ou d'éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires. Elle indique aussi que la gamme de produits visés doit être complète et sans exclusion *a priori*.

3. Toutefois, la Déclaration de Doha reconnaît également qu'il existe des différences dans les niveaux de développement entre les Membres et dispose donc que les modalités de négociation convenues tiendront pleinement compte des besoins et intérêts des pays en développement et des pays les moins avancés Membres, y compris au moyen du principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale.

4. La Thaïlande reconnaît pleinement ces faits et soutient sans réserve le mandat confié par les Ministres à Doha. À cette fin, nous aimerions exposer ci-dessous nos vues préliminaires sur certains éléments clés des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

II. MODALITÉS

Nous pensons que les points ci-après devraient être examinés:

5. Une approche fondée sur une formule est une solution appropriée pour la réalisation des objectifs de négociation prescrits par la Déclaration ministérielle de Doha. Tous les produits non agricoles, sans exclusion préalable, doivent être pris en considération. Les négociations devraient

viser à réduire les disparités tarifaires existant entre les Membres, ainsi que l'écart existant entre les droits de douane consolidés et les droits de douane appliqués.

6. L'approche zéro pour zéro devrait être acceptée comme une méthode facultative. Sur cette base, il conviendrait de mettre l'accent sur les produits dont l'exportation est jugée importante pour les pays en développement. La Thaïlande propose que le secteur des pierres gemmes et de la bijouterie (SH 71), qui est un des facteurs visés par l'initiative de libéralisation accélérée des droits de douane de l'APEC, soit inclus dans le cadre de cette approche.

7. Le processus de présentation de demandes et d'offres devrait être accepté comme une méthode supplémentaire visant à renforcer les réductions tarifaires obtenues par l'approche fondée sur une formule.

8. La Thaïlande approuve pleinement le mandat de Doha visant à réduire ou à éliminer les crêtes tarifaires, les droits de douane élevés et la progressivité des droits. Toutefois, avant de prendre d'autres mesures pour les négociations, il conviendrait de préciser les définitions de ces expressions afin de favoriser une meilleure compréhension mutuelle entre les Membres.

9. Deux études récentes réalisées par le Secrétariat de l'OMC, intitulées "Market Access: Unfinished Business" et "Approches des négociations tarifaires fondées sur une formule", indiquent que deux ensembles de critères ont été utilisés pour identifier les crêtes: les "crêtes au niveau international" et "crêtes au niveau national". On identifie généralement la crête au niveau international en utilisant un pourcentage déterminé et tout droit supérieur à ce chiffre serait considéré comme une crête. La crête au niveau national correspond à X fois le droit national consolidé moyen, X étant un chiffre fixe convenu. Nous estimons qu'utiliser un pourcentage, c'est-à-dire la crête au niveau international, uniforme pour tous ne rendrait pas compte de la situation réelle de chaque pays s'agissant du niveau de développement. En outre, il est difficile de justifier l'utilisation d'un chiffre donné plutôt qu'un autre, en particulier lorsqu'il va être appliqué à des niveaux tarifaires différents. Par contre, utiliser la multiplication du droit national moyen par un chiffre déterminé, autrement dit les crêtes au niveau national, rendrait mieux compte de ces besoins différents. La Thaïlande est donc favorable à l'utilisation du critère de la crête au niveau national dans les négociations.

III. BASE DES NÉGOCIATIONS

10. Nous estimons que la base des négociations devrait être le taux consolidé ayant fait l'objet d'un engagement lors des précédents cycles de négociations du GATT/de l'OMC. Dans le cas des positions non consolidées, qui concernent généralement des produits plus sensibles que ceux des positions consolidées, le taux national légal devrait constituer le point de départ des négociations. Les Membres devraient être autorisés à consolider tous les droits au-dessus du taux appliqué.

IV. OBSTACLES NON TARIFAIRES

11. Comme on le sait, les obstacles non tarifaires demeurent une question majeure qu'il est difficile de circonscrire et de régler. Toutefois, c'est un aspect important de la tâche qui doit être entreprise au cours du nouveau cycle de négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, dont le résultat final devrait être bien équilibré et permettre la réduction tarifaire susmentionnée.

12. À cette fin, nous estimons que les obstacles non tarifaires devraient être recensés et faire l'objet de négociations dans le cadre du Groupe de négociation sur les produits non agricoles car celui-ci est l'organe le plus approprié pour examiner et régler les problèmes liés à ces obstacles pour les raisons suivantes:

- 1) Le CNC a donné à ce groupe les pleins pouvoirs pour mener les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.
- 2) Cela facilitera la tâche des pays en développement et des pays les moins avancés, dont les ressources humaines et budgétaires sont limitées, et les aidera à mieux se concentrer sur les questions liées à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles dans une seule enceinte.
- 3) Cela aidera les pays en développement et les pays les moins avancés à avoir une meilleure vue d'ensemble des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

13. S'agissant du processus de négociation pour la suppression des obstacles non tarifaires, nous sommes d'avis que le processus de présentation de demandes/d'offres serait approprié pour ces négociations.

V. TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

14. S'agissant de la question du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés, la Thaïlande estime que ce traitement devrait être accordé sous la forme, entre autres, d'objectifs différents pour les réductions tarifaires, de composantes différentes pour la formule, et de délais différents pour la mise en œuvre. Ces éléments devraient être examinés à la lumière des objectifs du traitement spécial et différencié qui sont énoncés dans la Déclaration de Doha.

VI. BIENS ENVIRONNEMENTAUX

15. Enfin, s'agissant du mandat de Doha concernant la réduction ou, selon qu'il sera approprié, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires pour les biens environnementaux, nous sommes d'avis que l'approche la plus pratique consisterait à traiter les produits environnementaux de la même façon que les autres produits faisant l'objet de négociations dans le cadre du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.
